

Libération

TUNISIE

«MOI AUSSI, UN JOUR, JE PARTIRAI»

Wael, 27 ans, habitant de Metlaoui



Au moins 50 migrants ont péri au large des côtes tunisiennes ce week-end. Depuis le début de l'année, ils sont près de 3 000 chômeurs à avoir pris la route de Lampedusa. D'ouest en est, «Libération» a suivi leur itinéraire à travers le pays. **REPORTAGE, PAGES 2-7**

Sur les îles Kerkennah, en mai. PHOTO AUGUSTIN LE GALL, HAYTHAM



The New York Times



Chaque mardi, retrouvez un supplément spécial de 4 pages avec les meilleurs articles et éditoriaux du «New York Times», en anglais.



Les Ramadan, un clan face aux juges

Avant la première audition, aujourd'hui, du théologien suisse, visé par trois plaintes pour viol en France, *Libération* a rencontré sa fille, très investie dans la campagne de soutien à son père sur les réseaux sociaux. **PAGES 12-13**

Roland-Garros Jeunes, sets et match

Le quart de finale, aujourd'hui, entre l'Autrichien Dominic Thiem, 24 ans, et l'Allemand Alexander Zverev, 21 ans, marque le début d'une série de confrontations de la nouvelle génération du tennis. **PAGES 18-19**

ÉDITORIAL

Par
LAURENT JOFFRIN

Aveuglement

La montée des nationalismes en Europe a quelque chose de paniquant, tant elle semble inexorable. Ce week-end encore, un nouveau pays, la Slovaquie, le plus prospère de l'ancienne Yougoslavie, est tombé dans l'escarcelle xénophobe. L'Italie, membre fondateur de l'Union européenne, est désormais dotée d'un ministre de l'Intérieur qui promet le renvoi de quelque 500 000 migrants. Celui-ci s'apprête aussi, dit-il, à fermer hermétiquement la frontière sud de l'Italie, quand bien même des milliers et des milliers de personnes se noieraient dans la Méditerranée, comme les passagers de ce bateau tunisien qui vient de sombrer au large de Sfax, sur la route que décrit ici notre reporter Célian Macé. Les succès populistes ont de multiples causes, économiques ou sociales, mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir que l'immigration fournit à la démagogie nationaliste son principal argument: en Grande-Bretagne avec le Brexit, en Allemagne avec la montée inédite d'un parti d'extrême droite, en Hongrie, dans les pays du Nord, et tout autant en France, où les thèmes de l'identité menacée, de la communautarisation de la société, des frontières à restaurer, alimentent une rhétorique chaque année plus efficace. Pour l'essentiel, le débat public est monopolisé par l'affrontement paralysant des rhétoriques xénophobes – démagogiques, répressives – et des réactions humanitaires – justifiées, spontanées, élémentaires. Or, pour convaincre les peuples, pour gagner ou regagner l'opinion, pour réunir une majorité, le recours à la morale, aussi légitime soit-il, ne suffira pas. A la montée nationaliste, il faut opposer, non seulement un appel aux valeurs mais aussi, et surtout, une politique. Pour être encore plus clair, le plaidoyer permanent pour l'ouverture indistincte des frontières débouche sur un effet pervers: il donne aux opinions le sentiment que rien n'est contrôlé, organisé, et que seule la fermeture du pays résoudra le problème. Quelle politique? Elle est connue dans son principe, même si rares sont les élus qui osent la formuler. Accepter l'ouverture et l'accueil, pour des raisons de principe et par nécessité démographique et économique de long terme, mais dans le cadre de règles claires qui supposent une régulation précise. Ouvrir par exemple des «couloirs de régularisation» en faveur des réfugiés placés dans des camps, ce qui suppose évidemment d'opérer un choix parmi eux, sur place, en fonction de leur situation. Prévoir une immigration économique, à condition qu'elle soit proportionnée aux capacités d'accueil et à la situation de l'emploi, ce qui suppose là aussi un choix. La générosité idéale voudrait qu'on s'abstienne de choisir. Mais si cette générosité irénique favorise la victoire xénophobe, elle aura l'effet inverse de celui qu'on cherche. ♦

En Tunisie, l'exil sans fin d'une jeune femme naufragée

REPORTAGE

De la région minière de Metlaoui aux îles Kerkennah, d'où ils partent pour Lampedusa, «Libération» a suivi la route qu'empruntent les jeunes Tunisiens sans avenir, celle qu'avaient prise les passagers du bateau qui a sombré samedi en Méditerranée. Sept ans après la révolution, si la dictature a disparu, les espoirs de vie meilleure se sont fracassés, grossissant les rangs des candidats au départ.

Par CÉLIAN MACÉ envoyé spécial en Tunisie
Photos AUGUSTIN LE GALL. HAYTHAM

Des dizaines de cadavres ont été engloutis par la Méditerranée après le naufrage, samedi soir, d'une embarcation au large de l'archipel des Kerkennah. A son bord, entre 180 et 200 personnes, selon les estimations des survivants. Soixante-huit émigrants ont été secourus par la marine tunisienne, et 48 corps sans vie ont été repêchés. Les recherches ont repris lundi avec l'aide de neuf unités navales, un hélicoptère et des plongeurs. Les passagers étaient presque tous tunisiens. Sept ans après la révolution, les jeunes fuient leur pays. Depuis le début de l'année, 2780 Tunisiens ont choisi l'exil clandestin en Italie, selon l'Office international des migrations. *Libération* a suivi leur parcours entre le bassin minier de Gafsa et les îles des pêcheurs de Kerkennah. La route s'étire sur 300 kilomètres, en comptant le crochet par Sidi Bouzid. L'itinéraire barre horizontalement la Tunisie, passant des terres contestataires des «zones intérieures» à la riche cité

côtière de Sfax. C'est celui qu'empruntent les chômeurs pour monter dans des bateaux qui rejoignent l'île italienne de Lampedusa, porte d'entrée de l'Europe.

A Metlaoui «Ici, c'est le phosphate ou Lampedusa»

La terre ne donne rien de végétal, à Metlaoui. Même les oliviers ont renoncé à s'y accrocher: le sol semble mort, brûlé par un soleil trop grand et un ciel trop bleu. Les hommes, comme les plantes, n'ont pas grand-chose à faire ici. Ils sont pourtant venus fouiller le sol, et ils ont trouvé dans les replis des montagnes nues qui découpent l'horizon de la ville la plus grande richesse du pays, le phosphate. Autour de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), a poussé la ville minière, à la fin du XIX^e siècle. Aujourd'hui encore, la société étatique gratte chaque année 5 millions de

tonnes de cette roche utilisée dans la composition des engrais. A la sortie de Metlaoui, en direction de la frontière algérienne, un café sans nom jouxte un garage. Un auvent fournit de l'ombre. Mais en milieu d'après-midi, c'est à l'intérieur de la vaste pièce blanche aux murs nus qu'il fait le plus frais. Au fond de la salle sans fenêtre, cinq hommes attendent sur des chaises en plastique. Ce sont les seuls clients. Les aînés ont des moustaches, les jeunes du gel dans les cheveux. Le plus âgé, Mohamed Atrache, est un employé de la CPG à la retraite. Comme son père, et son grand-père avant lui, embauché en 1917. Quand son fils a été pris à son tour, en janvier, il a pleuré de joie. «Il avait tenté de passer en Europe, explique-t-il. A trois reprises. La première fois, le bateau est tombé en panne. La seconde, il a été arrêté par la police. La troisième, le temps était trop mauvais.» «A Metlaoui, le phosphate est le rêve de tous les jeunes. C'est ça ou Lampedusa», résume



Mohamed effectue de petits



Sur l'archipel des Kerkennah.



chantiers de plomberie. Il travaille aux Kerkennah pour la journée.



Le chemin de fer de transport du phosphate traverse la ville de Metlaoui.



Les îles sont situés à 140 km au sud-ouest de Lampedusa.



Wael a vu son cousin passer en Italie. Il attend d'avoir assez d'argent pour tenter la traversée.

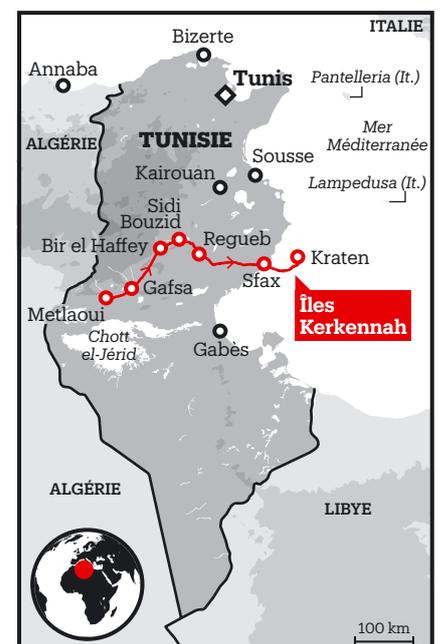
Ahmed Jedidi, 26 ans, titulaire d'un master de civilisation française. Il y a beaucoup de diplômés comme lui, à Metlaoui. Ahmed a été brièvement arrêté, en 2016, pour avoir pris la tête du mouvement des jeunes chômeurs qui avaient bloqué l'activité de la CPG pour exiger des embauches. La crise a duré deux mois et demi. Pourtant, la CPG recrute. Vorace, elle saute d'un gisement à l'autre, fourrageant dans les montagnes pour expédier ses wagons de cailloux noirs vers la côte. Elle a besoin de bras et de cervelles quand elle découvre un nouveau filon. La société organise alors des concours. En 2016, elle a recruté 1700 techniciens. L'an dernier, 1700 ouvriers non-qualifiés. C'est un pacte tacite : la compagnie doit nourrir la ville, sans quoi la ville mord la compagnie. Au total, depuis la révolution de décembre 2010, le nombre d'employés a été multiplié par trois, alors que sa production s'est effondrée. La CPG est devenue une soupe sociale pour éviter l'explosion de cette région contestataire.

Khams Fajraoui, 21 ans, a échoué au concours de janvier. Il est le seul à rester muet autour de la table du café, il ne parle pas le français. Il a une crête sur la tête, des chaussettes dans des claquettes, et un regard fixe. Il est le benjamin d'une famille de cinq frères et sœurs, tous au chômage. Son père est décédé il y a cinq ans. Il fait les moissons, là où le blé pousse, plus au nord. Hors saison, il gagne 10 à 15 dinars (3 à 5 euros) trois fois par semaine en chargeant et déchargeant les camions du souk de Metlaoui. Il ne partira pas en Europe car «ses oncles et ses tantes lui ont demandé de rester». Il veut un travail, «n'importe lequel».

«Ma femme ne m'a rien dit quand il est parti»

Saïd Bkhaïrya avait aussi défendu à son fils d'émigrer. Un jour, en son absence, Koubaïb, 17 ans, est parti quand même. Il faut passer sous l'ancien tapis roulant qui acheminait le

phosphate vers la ville pour arriver chez Saïd. Ce cordon ombilical qui relie la mine à Metlaoui est comme une guirlande de tôle suspendue au-dessus de son quartier. Dans la cour de sa maison fatiguée, il a planté un citronnier. Black, le chien de Koubaïb, est attaché derrière le poulailler. «Ma femme ne m'a rien dit quand il est parti. Elle avait peur de ma réaction», dit Saïd. Elle est assise à côté de lui sur le canapé. La mère a dans la main le smartphone qu'elle a acheté pour communiquer avec Koubaïb sur Skype. Sa vue est mauvaise, elle doit approcher le visage tout près de l'écran pour appeler son fils. La conversation dure quelques secondes, deux ou trois phrases. «Il est fatigué, il couche dehors, explique-t-elle. Il ne fait rien, il demande de l'argent.» Saïd a déjà deux crédits à rembourser. Il envoie irrégulièrement des petites sommes à Koubaïb, qui vivrait à Mestre, près de Venise. «Je m'en fous. Dès que j'aurai amassé assez, moi aussi, un jour, je partirai», assure Wael Osaïfi, un cousin de Koubaïb, **Suite page 4**





A Metlaoui, Khams, 21 ans, vit de petits travaux journaliers irréguliers.



Sur les îles Kerkennah, Karim a tenté la traversée en 2011.

Suite de la page 3 après que son oncle a quitté la pièce. Il a été blessé il y a cinq ans dans un accident de voiture au terme d'une course-poursuite avec la police. Wael passait de l'essence de contrebande depuis l'Algérie. «Il y a un type qui organise les départs, il est très discret. C'est une mafia. Les prix ont augmenté. C'était 3000 dinars, maintenant c'est 5000 [environ 1630 euros]. J'ai des amis en Italie, certains travaillent, certains trafiquent.» A Metlaoui, il boit parfois des bières avec des amis dans une maison abandonnée. «On n'a rien d'autre à faire. Les prix sont devenus invivables. Avec Ben Ali [le dictateur renversé par la révolution, ndlr], on avait une meilleure vie, lâche-t-il. Le paquet de cigarettes Royale valait 3,5 dinars, aujourd'hui c'est 5,5 dinars...» Koubaïb a quitté Metlaoui il y a dix mois, en même temps qu'un groupe de 18 jeunes de la ville. «Pour certaines familles, c'est un investissement», regrette Saïd. Sur les photos que le fils envoie depuis l'Italie, il a l'air très jeune. Il ressemble beaucoup à son petit frère, qui sert le jus de mangue aux invités. Sur les images plus anciennes, Koubaïb pose souvent avec son chien. Dehors, Black aboie de temps en temps depuis qu'il est parti.

A Gafsa «Un travail légal, c'est une question de dignité»

Leur énergie a quelque chose de déconcertant dans une ville comme Gafsa. On ne devine pas, en passant devant cette rue morne de la «capitale» régionale, qui affiche un taux de chômage à 26% (plus de 40% pour les jeunes diplômés), qu'un tel tourbillon d'activité agite le second étage de cet immeuble de la cité En-nour. Sirine, Nejma, Abir et Khora, une Française en stage, font visiter le local de leur association, Mashhed. Elles ont entre 19 ans et 23 ans. «Les séminaires ou les concours de jeunes talents, ce n'est pas notre truc, annonce Sirine, longs cheveux noirs et chemise rayée. Notre finalité, c'est la transformation sociale. On ne fait pas de l'art pour l'art. On ne veut pas non plus "sensibiliser". On fait, c'est tout! Des poubelles dans la rue, des projections de cinéma, des lectures, des journaux, des festivals,

«Je m'en fous, dès que j'aurai amassé assez, moi aussi je partirai. J'ai des amis en Italie, certains travaillent, certains trafiquent.»

Wael Osaifi jeune Tunisien de Metlaoui

du montage, des jeux, des manifestations...»

Chacune a une clé du local. Elles passent à Mashhed le plus clair de leur temps. S'y engueulent, s'y échappent, s'y construisent. L'association compte 70 membres actifs et 300 adhérents. Les garçons sont les bienvenus, mais ce sont de toute évidence les filles qui mènent la danse. Les filles, elles, n'embarquent pas pour l'Europe.

Sirine: «Mon petit frère a voulu partir, ça a choqué mes parents, on a essayé de lui faire entendre raison.»

Abir: «C'est la faute d'un manque de communication dans les familles. Les gars ne trouvent personne avec qui partager leurs soucis.»

Najla: «La France, ce n'est pourtant pas le paradis! La fuite, c'est débile. Moi, je pense qu'on peut faire en sorte d'être heureux là où on est. C'est dans la tête, le bonheur.»

Abir: «Ce n'est pas que dans la tête! Il n'y a pas de travail. Tu sais combien c'est, un salaire de serveur, aujourd'hui?»

Khora: «Justement, je ne pige pas comment vous faites pour sortir et faire des festins tout le temps, alors que vous êtes au chômage! Moi, quand je suis chômeuse, je reste chez moi à manger des pâtes.»

Najla (en riant): «C'est la solidarité arabe. Toi, tu ne connais pas ça!»

La nuit tombe vite sur Gafsa. A 22 heures, la ville s'éteint presque complètement. A la terrasse du café Ali Baba, désert, deux hommes fument dans le noir. Le gérant de l'établissement et son ami. Ils parlent de la révolution. Quand on leur demande leur avis sur la chose, Abdeslam, 28 ans, demande s'il peut répondre en anglais. «Notre déception est immense, parce que l'espoir qu'avait suscité la chute de Ben Ali était immense, explique-t-il. On ne sait

pas qu'un café est amer tant qu'on n'a pas goûté un café sucré. Maintenant, on sait.»

Il a voulu étudier le droit, s'est inscrit à l'université de Sousse, sur la côte. Mais n'a jamais achevé sa formation, bouffé par les petits boulots qu'il effectuait pour payer ses études. Aujourd'hui, il travaille de temps en temps sur un chantier de bâtiment. «Des docteurs qui construisent des immeubles, c'est ça, la Tunisie», poursuit-il. Au fil de la discussion, le débit d'Abdeslam s'accélère. Son ami s'est levé pour ranger les tables. «Je ne veux pas partir sur la mer, je m'y refuse et puis j'ai peur. Je veux une vie adaptée, c'est tout. Je me fiche d'avoir une belle maison et une grosse voiture. Un travail légal, c'est tout ce que je demande, c'est une question de dignité.» Sa voix tremble dans le noir. Les cigarettes s'enchaînent. On ne pose plus de questions depuis longtemps, mais la détresse pousse Abdeslam à parler encore, de plus en plus vite. «A l'école, j'étais bon en philosophie. Je lis encore Kant, Spinoza, Heidegger, Sartre... Pourtant, cette société me méprise. Gafsa enrichit l'Etat, mais l'Etat nous crache dessus», conclut-il. Sa vieille mobylette est garée toute seule dans la rue vide. Il l'enfourche, plié en deux, pour aller dormir chez ses parents. Le gérant a fini de balayer, il tire le rideau de fer.

A Bir el Haffey

«Aujourd'hui, le tourisme s'est effondré»

Sur la route qui relie Gafsa à Sidi Bouzid, les voyageurs imaginent souvent être témoins d'un mirage. Au bord de la chaussée, des fourrures brillent au soleil, exposées dans toute leur splendeur. Du castor, du poulain, de l'ours, du lapin, du léopard... Cette panoplie appartient à un commerçant, d'un naturel méfiant. «Depuis la révolution, il y a des espions de la CIA et du Mossad partout, croit-il savoir. Il y a quinze ans, je cherchais des tours de cou, on m'a refilé un grand sac avec des manteaux à poils. J'ai commencé comme ça», dit-il pour justifier son activité insolite. Qui peut bien acheter ces fourrures à l'orée du Sahara? «Détrompez-vous, les gens s'arrêtent. Avant, j'avais des Canadiens, des

Allemands, les guides me les ramenaient. Aujourd'hui, le tourisme s'est effondré. J'ai tout de même de temps en temps des Algériens ou des Libyens.»

A Sidi Bouzid

«Ils font ça juste pour avoir l'air beau»

Dans son bureau, flotte un mélange de sueur et de parfum. Zeinobi Khouloud, 28 ans, gère une salle de sport, l'une des rares activités offertes aux jeunes de Sidi Bouzid. Derrière elle, des gants de boxe et des boîtes de protéines sont exposés sur l'étagère. Son père a ouvert le club, Abidal's Gym, il y a deux ans, au rez-de-chaussée d'un immeuble dont les étages supérieurs ne sont pas terminés. La famille est rentrée d'Arabie Saoudite après la révolution, mais s'est à nouveau éparpillée pour faire des affaires. Zeinobi, elle, est restée dans la petite ville du centre de la Tunisie, connue dans le monde entier depuis qu'un vendeur de légumes du nom de Mohamed Bouazizi s'y est immolé, le 17 décembre 2010, pour protester contre la confiscation de sa charrette par la police. Son geste désespéré a été le point de départ d'une révolution qui a emporté le dictateur Ben Ali, avant de déborder dans tout le monde arabe.

Sept ans plus tard, le visage géant de Bouazizi s'affiche en noir et blanc sur la façade d'un bâtiment municipal. Sa charrette emblématique a maladroitement été statufiée sur un terre-plein central. Mais même ici, les jeunes disent être déçus par les fruits du printemps tunisien. «Le chômage est toujours là, les jeunes n'ont rien à faire, c'est pour ça qu'ils viennent ici, décrit Zeinobi. Leurs parents les poussent à venir à la salle pour qu'ils ne traînent pas dans la rue toute la journée. Ils oublient leurs problèmes en faisant du sport.» Dans la salle, on croise des adolescents à lunettes avec des muscles de personnages de jeu vidéo. La plupart ont les cheveux rasés sur les côtés. Abidal's Gym propose des cours de taekwondo, de muay-thaï, d'aérobic, de kick-boxing, mais ce sont avant tout les appareils de musculation, «importés d'Espagne», qui attirent les jeunes à 30 kilomètres à la ronde.



Il est resté un an en Italie avant de rentrer en Tunisie.

A Regueb. La ville avait connu des manifestations violentes pendant la révolution tunisienne.

«Ils font ça juste pour avoir l'air beau», se moque Zeinobi. Parmi les 900 clients, quelques femmes, «surtout l'été», précise-t-elle. «Les femmes ont beaucoup de responsabilité dans notre région, elles n'ont pas de temps libre.»

Sur la route de Regueb «3 euros le kilo avant, 8 maintenant»

La route est encadrée par les figuiers de bar-

barie de trois mètres de haut, dans lesquels viennent se ficher de loin en loin des sacs en plastique échappés des décharges à ciel ouvert.

Dans un champ, un âne défile après avoir arraché le piquet qui le retenait prisonnier. Il s'éloigne en direction des collines pelées comme les bosses d'un chameau. Ce sont les derniers reliefs à franchir avant de basculer définitivement dans la plaine de Sfax, à l'est du pays. Sur leurs flancs, des restes de minuscules terrasses en pierre sèche, que plus per-

sonne n'est assez fou ou courageux pour cultiver désormais. Il reste uniquement des bergers dans cette vallée. Les plus vieux sont toujours bien habillés, en pantalons de ville et en vestes sobres. Leur mouton, au goût particulier, est réputé dans toute la Tunisie. Mais son prix a augmenté, passant de «3 euros le kilo avant la révolution à 8 euros maintenant», reconnaît un vendeur de viande grillée installé au bord de la route. La raison en est simple : le prix des aliments pour le bétail a flambé depuis 2011, explique-t-il.

A Regueb «Notre seul loisir : aller au café»

Nabil, 35 ans, mâchouille l'embout en plastique de sa chicha. Il recrache la fumée entre ses dents jaunies en fixant une partie de billard : «C'est tranquille, Regueb. Trop tranquille. Notre seul loisir, c'est d'aller au café.» Son ami Aymen, 25 ans, a ouvert cette salle de jeu il y a deux ans. En plus de la table de billard, il a installé neuf ordi- **Suite page 6**

«L'économie tunisienne ne produit que des petits boulots précaires»

Pour l'économiste Edwin Le Héron, le pays a gardé, malgré la révolution, le même modèle de développement, inefficace.

L'économiste Edwin Le Héron, professeur à Sciences-Po Bordeaux, a enseigné pendant plusieurs années à l'université de Sfax. Il estime que le modèle économique tunisien, à la différence de son système politique, est resté figé après la révolution. **Quelle trajectoire a connu le pays depuis 2011 ?**

L'instabilité régionale a eu un impact catastrophique. La Libye était un partenaire important. Sa déstabilisation a réduit les flux d'argent vers la Tunisie. Les attentats du Bardo puis de Sousse, fomentés depuis la Libye, ont eu un effet dévastateur. La pression religieuse, insi-

dieuse, qui s'est libérée après la révolution, a également pénalisé le tourisme. Or la dépendance du pays à ce secteur est énorme. Mais surtout, le modèle économique national n'a pas été remis en cause après la révolution. Or il entrave le développement du pays.

Quel est ce modèle ?

C'est une économie de rente, comme dans beaucoup de pays de la région. Il n'y a pas de classe d'entrepreneurs innovants en Tunisie. Les businessmen ont bien plus intérêt à négocier l'importation de voitures Renault qu'à essayer d'imaginer la production de ces voitures, par exemple. Or cette logique d'importation va souvent de pair avec une logique de corruption. C'est un cercle vicieux. Les rentes de situation s'obtiennent en payant le pouvoir politique. Les réseaux ne sont certes plus liés aux proches de Ben Ali, mais ils n'ont pas vraiment changé. Le gâteau n'est pas extensible. On se partage toujours les mê-

mes mannes : le tourisme, la téléphonie, le phosphate, etc. L'Etat lui-même capte une partie de cette rente, ce qui entretient un système peu productif. Il protège ce modèle prédateur qui le fait vivre.

Pourquoi la Tunisie n'attire-t-elle pas les investisseurs ?

Le pays souffre de sa petite taille, peu attirante en termes de marché. On lui préférerait la Turquie, par exemple. Après la révolution, il y a eu des investissements en provenance des pays du Golfe, mais dans des secteurs non productifs, comme l'immobilier.

Le secteur informel est-il un obstacle ou une béquille pour l'économie ?

Ni bon ni mauvais, il est inévitable. La révolution ne l'a pas réduit, elle l'a même parfois développé. Une bonne partie de la population est

très diplômée. Or l'économie tunisienne ne produit que des petits boulots précaires dans l'agriculture, les call-centers, etc. Ce qui provoque une frustration énorme pour tous ces jeunes qui ont fait des études. De plus, une fois éduqués, les gens ne supportent pas la prédation économique d'une partie de l'élite,



DR **INTERVIEW**

et cela crée une forte tension sociale. La révolution est née de ce sentiment d'injustice. **En janvier 2018, des émeutes sociales ont éclaté après le vote de la loi de finance. Les gouvernements successifs ont-ils échoué à réformer le pays ?**

Les islamistes ont essayé, à un moment, de copier ce qu'a fait Erdogan en Turquie au début de sa présidence. Ennahdha a annoncé vouloir lutter contre la corruption et libéraliser le système, en particulier pour

les petits entrepreneurs. Mais ils n'ont pas réussi, et ont privilégié un agenda sociétal. Quant aux cercles de l'ancien régime, leur intérêt est de maintenir le statu quo. L'inertie a fini par l'emporter. En vérité, le gouvernement manque d'idées.

A sa décharge, la Tunisie n'a pas beaucoup d'options. Elle est écrasée entre deux sphères économiques : elle ne peut pas concurrencer la France, ou l'Europe, sur toute une gamme de biens ou de services, ni rivaliser avec la Chine, qui inonde les marchés mondiaux à des coûts imbattables. Que reste-t-il ? Certains produits, comme l'huile d'olive, par exemple. Mais l'huile est vendue en gros au lieu d'être valorisée, marketée, etc. Il y a là une marge de progression pour l'économie. Et peut-être une source d'emploi pour les jeunes laissés sur le bord de la route.

Recueilli par
VITTORIO DE FILIPPIS
et **CÉLIAN MACÉ**

Suite de la page 5 nateurs, deux PlayStation, un baby-foot. Investissement total : 2600 euros. L'affaire ne marche pas : «Les jeunes jouent sur leurs téléphones.» Aymen va revendre, ou fermer. L'an prochain, de toute manière, il doit effectuer son service militaire. «Je voulais créer une petite unité de fabrication d'aliments pour le bétail, mais il fallait des papiers, et pour avoir ces papiers, on me demandait de l'argent, ressasse Nabil. L'administration est corrompue, j'ai dû renoncer.» Il vit chez ses parents, avec sa femme. Lui a pu se marier, mais «c'est rare, parce que c'est compliqué, sans travail», avoue-t-il.

A Sfax «Ici, les gens respectent le travail»

Les industries de Sfax signalent la ville de loin. La deuxième ville du pays est aussi son poumon économique. Les arbres d'ornementation sont étrangement taillés au carré, les rues sont propres, l'activité commerciale incessante dans la journée. La richesse des Sfaxiens est proverbiale, en Tunisie. Pourtant, Mounir Kachlouf, 50 ans, avoue qu'on s'y ennuie aussi. «Où tu vas sortir, ici ? Même moi, le week-end, je vais à Sousse ou à Hammamet !» Il est le gérant du café-restaurant Mc Doner, installé le long de la petite promenade de Sfax, qui se vide de ses promeneurs au crépuscule. «Depuis 2002, on nous promet un port de plaisance, une zone touristique, mais on ne voit rien venir», dit-il. Le patron a même une théorie sur les raisons de cet échec : «Les Sfaxiens ont de l'argent. La Tunisie a besoin qu'ils le dépensent ailleurs pour faire tourner l'économie. S'ils développaient Sfax, les gens n'auraient plus besoin de sortir!»

Un groupe de six jeunes femmes pressées longe la corniche, valises à roulettes sur les talons. Elles rentrent de vacances. Le lendemain, elles reprendront toutes le travail. L'une est «technicienne d'esthétique et coach personnel», les autres sont vendeuses de tissu de haute couture dans une boutique de la médina. «Nous, les Sfaxiens, on est comme les Chinois, on travaille tout le temps, surtout les femmes, s'amuse Yorshelly. C'est bien pour l'économie, mais ça rend la ville fatigante, polluée, embouteillée. Il y a du travail ici, enfin, surtout pour les non-diplômés.» Aucune d'entre elles n'est mariée. «Il y a un gros problème de "racisme" chez les familles sfaxiennes, glisse Marwa. Les parents veulent que l'on épouse un Sfaxien. Nous, honnêtement, on s'en fiche.» Un homme a tendu l'oreille, inquiet qu'on dise du mal de sa ville dans un journal français. Il insiste pour témoigner lui aussi. «Je m'appelle Mahdi, j'ai 31 ans, je suis électricien, j'aime mon pays, je vis à Sfax car ici, les gens respectent le travail, dit-il, énérvé. Les jeunes veulent de l'argent facile. Je les vois rester au café toute la journée. Je leur dis : "Venez bosser avec moi, il y a de quoi faire." Mais ils préfèrent être assis à boire et fumer!»

A Kerkennah «La traversée est 100% garantie»

C'est l'île des départs. D'ici, près de 2700 Tunisiens ont pris la mer depuis le début de l'année pour gagner Lampedusa, à 140 kilomètres en direction du Nord-Est. En 2017, ils étaient plus de 6000. En 2018, ils représentent le plus important contingent de migrants arrivés en Italie, devant les Erythréens et les Nigériens. La traversée dure une nuit. Contrairement à une idée reçue, les émigrants ne montent pas sur des canots pneumatiques ou des barques vermoulues, comme en Libye voisine. A Kerkennah, les passeurs comme les passés sont tunisiens. Un lien social les attache malgré tout, on ne risque pas des vies de compatrio-



Saïd travaille dans une banque à Metlaoui. Son fils a réussi à rejoindre l'Italie par bateau. Il vit désormais à Mestre.

tes à la légère. «La traversée est 100% garantie, c'est comme un aéroport», décrivait Ahmed Souissi, 30 ans, coordinateur de l'Union des diplômés chômeurs, quelques semaines avant le naufrage d'une embarcation surchargée le week-end dernier, au cours duquel plus de cinquante migrants sont morts noyés. «Les émigrants partent sur des bateaux de pêche qui ont été au préalable dépouillés de tous leurs accessoires. Quand on voit un bateau nu, on sait qu'il va y avoir un départ.»

Il faut traverser les marais salants du centre de l'île, puis les grandes étendues vides piquées de tristes palmiers sans palmes (elles sont utilisées dans la fabrication des pêcheries fixes au large de Kerkennah) pour trouver la route du chantier, installé dans une ferme derrière le village de Chergui. Une dizaine de squelettes de navires flottent dans le ciel, au-dessus des copeaux de bois. Les charpentiers sont en bois d'eucalyptus. Certaines sont déjà colorées en rouge ou en bleu. Un peintre dont la blouse ressemble à une toile de Pollock désigne du bout de son pinceau la seule embarcation toute noire : «C'est le bateau utilisé par [le futur président] Bourguiba pour fuir en Egypte pendant la période coloniale, explique-t-il. Quelqu'un y a mis le feu il y a trois ans. On travaille à sa restauration.»

Mohamed et Karim s'affairent sur le bâtiment le plus avancé du chantier. Ils sont tourneur soudeur et chaudronnier, et s'occupent de toute la partie métallique : armatures, bastinage, proue, etc. «Les migrants partent sur des 12-mètres comme celui-là, dit le premier, sans s'arrêter de souder. Il y a tellement de chômage que la police ferme les yeux.» Pollution des eaux, dégradation des fonds marins, réchauffement : «Les pêcheurs ont de moins en moins de poissons depuis deux ou trois ans, ils ont besoin d'un revenu, complète le second. Certains vendent leur bateau, des passeurs les remplissent avec 100, 120 jeunes, et les mènent à Lampedusa. Les bateaux restent là-bas.» Le leur est une commande de Boulababa Souissi. Le capitaine est dans sa cabine, la buvette improvisée du chantier, une canette de bière à la main. «Dans cinq jours, à ce rythme-là, c'est fini, savourez-t-il, l'œil guilleret.

«Les émigrants partent sur des bateaux de pêche qui ont été au préalable dépouillés de tous leurs accessoires. Quand on voit un bateau nu, on sait qu'il va y avoir un départ.»

Ahmed Souissi coordinateur des diplômés chômeurs de Kerkennah

J'ai fait venir un moteur d'occasion d'Italie. Je vais enfin retourner pêcher.» Il baptisera son chalutier *Oujden*, le prénom de sa fille. Coût : 50 000 euros. Le précédent va-t-il continuer à naviguer ? «Il ne remontera plus de poisson», lâche le capitaine.

Les visiteurs débarquent à Kerkennah, 15500 habitants, par un ferry arrivant de Sfax. Puis, une route remonte l'archipel du Sud au Nord. La simplicité des maisons – des agrégats de cubes blancs – leur donne un air moderne. Des constructions, ou des agrandissements, sont souvent en cours. «C'est l'argent des *harragas*», ricane une femme, en passant devant un portail refait à neuf. Les «*harragas*», «ceux qui brûlent» en arabe, est le terme utilisé pour désigner les clandestins. «Ils ne se cachent même plus, comme au début. Dans une petite île où tout le monde se connaît, on les repère tout de suite, indique Ahmed Souissi. Pour la police, c'est difficile de contrôler les ports de Kerkennah. Les bateaux peuvent sortir de n'importe quelle ville ou plage. D'ailleurs, tout le monde les voit.» Ne sont-ils pas arrêtés ? «Les flics arrivent trop tard. Ou n'arrivent jamais. Pourtant, ça ne demande pas beaucoup d'intelligence de savoir qui organise les passages, dit l'activiste. Mais l'Etat n'est pas pressé de voir la fin des subventions européennes au titre de la lutte anti-immigration. Et puis, je crois que ça arrange tout le monde que les jeunes chômeurs sortent de Tunisie.»

Tout au bout de la route, il y a le port de Kratten. En direction du Nord, quelques îlots plats, rocaillieux, taches claires dans la mer sombre, sans vague. Les derniers mètres carrés solides de Tunisie. En cette fin de matinée, les pêcheurs démêlent et plient les filets, au soleil. Les camionnettes frigorifiques des acheteurs sont déjà reparties, à moitié vides. Sur le ponton, on marche sur des carcasses de crabes bruns qui craquent sous les chaussures. Les Tunisiens ont surnommé cette espèce «*Daech*». «Ils sont arrivés d'Egypte il y a quelques années, et ils remontent le long de la côte, commente un marin, l'air dégoûté. Ils mettent les pêcheurs sur la paille : ils coupent les filets, ils bouffent le poisson ! Si ça continue, ils vont débarquer en Europe. La pêche n'est plus rentable.» Lui est là pour aider son père ce dimanche, mais en semaine il occupe un emploi de professeur de sport à Sfax.

Au petit café de la jetée, le patron moustachu sert l'expresso le plus serré de Tunisie en bougonnant. Il jure qu'aucun bateau ne part de «son» port. «Les jeunes, ils peuvent aller se faire foutre, ils ne pensent qu'à l'argent.» Contre le mur, un pêcheur de 55 ans, «dont trente-quatre en mer», pull rouge et bonnet bleu, philosophe : «Cette révolution était un don. Elle nous a montré qu'on peut régler nous-mêmes nos problèmes, on doit garder ça en tête. Ce crabe *Daech*, par exemple, on ne doit pas le détester, Dieu nous a envoyé cette satanée bête pour qu'on corrige nos façons de pêcher. On me regarde comme un vieux fou quand je critique les collègues qui pêchent au chalut en ravageant les fonds, mais ce sont eux qui ont fait disparaître les prédateurs des crabes», assène Neiji.

Son français est chantant. Il fait durer son café. «Les jeunes qui partent, c'est aussi naturel, reprend-il. Sans cela, ils rejoindraient peut-être le vrai *Daech*, qui sait ? C'est la logique humaine d'aller tenter sa chance. Moi, si je n'avais pas une femme et trois filles, je crois que j'aurais aussi filé.» Neiji tire sur sa cigarette en aspirant la fumée très lentement, avant d'expirer sans bruit. «Ce va-et-vient, c'est la vie. Les pêcheurs sont des gens intelligents, il faut me croire.»